



Deutsch-Französische Gesellschaft Baden-Baden e.V.

Cercle Franco-Allemand Baden-Baden

## KOLUMNE der DFG

28 mai 2024

### L'Europe vote

Du 6 au 9 juin, des élections directes au Parlement européen auront lieu dans les 27 Etats membres de l'UE pour la 10e fois depuis 1979. Cette fois-ci, 720 députés seront élus dans leur pays respectif selon des quotas définis. Chez nous, 96 mandats seront en jeu le 9 juin. L'Allemagne, pays le plus peuplé, peut envoyer le plus grand contingent, Malte, avec 6 mandats, le plus petit. Le Parlement européen est ainsi le plus grand parlement démocratiquement élu au monde. Les 705 députés de l'actuelle 9e législature appartiennent à une centaine de partis politiques et sont organisés en 8 groupes politiques qui délibèrent et décident de l'avenir du continent dans plus de 20 langues. Ils ont élu l'actuelle Commission européenne et sa présidente à la majorité des conservateurs (PPE), des sociaux-démocrates (S&D) ainsi que des libéraux (RENEW). Depuis, cette alliance informelle à trois est appelée "majorité Ursula" dans le jargon bruxellois. Au cours des cinq dernières années, elle s'est révélée être une base solide pour le développement du projet européen. Lors des prochaines élections, il s'agira – comme le dit à juste titre l'hebdomadaire „Die Zeit“ - notamment de savoir si cette majorité du centre sera confirmée ou si la statique de la politique européenne changera face à la montée en puissance des forces de l'actuelle droite.

"EU-bashing", c'est-à-dire s'en prendre à l'UE, est presque de bon ton depuis des années dans les médias, mais aussi dans les conversations avec de nombreuses personnes dans ce pays. Parfois, c'est même justifié. Pensons par exemple à la surréglementation de nombreux domaines de la vie dont la Commission européenne est responsable ou à

l'utilisation souvent généreuse des fonds publics : le Parlement européen doit-il absolument faire la navette entre Bruxelles et Strasbourg et l'UE a-t-elle besoin d'un service d'action extérieure avec de nombreuses représentations à l'étranger alors qu'il y a déjà des ambassades nationales ? Nous n'avons pas encore de politique étrangère vraiment commune. Et que penser des subventions massives accordées à l'agriculture européenne, qui se font au détriment de tant de pays de ce que l'on appelle le Sud mondial ? Et pourquoi le marché intérieur le plus important du monde ne peut-il pas assurer lui-même sa sécurité extérieure, mais s'appuie toujours, près de 70 ans après la création de la CEE, sur l'OTAN et donc sur les États-Unis ?

Mais il y a aussi un autre côté de la même médaille, au moins aussi important :

L'UE est sans conteste le plus grand projet de paix en Europe. Depuis près de 80 ans, aucun conflit armé n'a eu lieu sur le territoire des États membres. Il n'y a plus ou presque plus de contrôles aux frontières entre la plupart des États membres : Grâce aux accords de Schengen, les gens peuvent se déplacer librement sur presque tout le continent. Vingt États ont une monnaie unique, l'euro, et les désagréments du change d'autrefois n'existent plus. La Cour de justice européenne à Luxembourg veille à l'application uniforme du droit sur le territoire de l'UE. Une politique commerciale commune et l'immense marché intérieur sont indispensables à la prospérité des habitants de l'Europe et constituent un attrait pour les quelques États européens qui ne sont pas encore prêts à devenir membres. De plus en plus d'habitants de ce pays regrettent que leur État ait quitté l'UE, d'autant plus que l'espoir qu'ils avaient nourri de voir leur situation s'améliorer s'est avéré,

comme on pouvait s'y attendre, faux et totalement infondé.

L'UE est donc une histoire à succès qui a largement répondu aux attentes et aux espoirs de ses fondateurs après la Seconde Guerre mondiale et les a même dépassés à bien des égards. Mais il reste encore beaucoup à faire. C'est ce que montre aussi et surtout l'évolution géopolitique difficile actuelle, dans laquelle l'Europe doit trouver sa place entre les poids lourds que sont les États-Unis et la Chine, non seulement dans le domaine économique, mais aussi et surtout dans le domaine politique. Les États-nations livrés à eux-mêmes - et cela vaut également pour l'Allemagne - ne peuvent pas rivaliser à long terme. Si l'Europe veut jouer un rôle d'égal à égal dans ce concert, elle doit parler d'une seule voix. Pour cela, l'UE a besoin d'améliorations rapides et durables de ses fonctions. Outre la réduction de la bureaucratie, cela concerne surtout la politique étrangère et de sécurité. Le commentaire méprisant d'Henry Kissinger il y a de nombreuses années, demandant si quelqu'un pouvait lui donner le numéro de téléphone de la CE, n'est malheureusement pas encore totalement obsolète aujourd'hui. La cacophonie qui règne depuis des années dans la politique migratoire de l'UE en est la preuve, tout comme la réaction incohérente de l'UE face à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, sans parler des problèmes liés aux régimes illibéraux au sein de l'UE ou aux systèmes autoritaires à l'extérieur.

Au cours des dernières décennies, le Parlement européen a souvent été le moteur de décisions politiques majeures, donnant des impulsions importantes. L'exemple le plus récent est la décision du Parlement de trouver un compromis sur la question longtemps controversée de l'immigration, qui a été approuvée quelques semaines plus tard par le Conseil européen. Certes, comme l'a montré l'élection de la présidente en exercice de la Commission, le Conseil n'est pas nécessairement lié par toutes les décisions du Parlement, mais les décisions politiques importantes de l'UE ne sont pas possibles sans l'approbation du Parlement. Cela vaut pour l'élection d'une nouvelle Commission, pour les éventuels plans d'élargissement ou les réformes structurelles, et de toute façon pour le budget.

C'est pourquoi les prochaines élections revêtent une grande importance pour l'évolution future de l'Europe. Selon d'aucuns observateurs, le risque existe toutefois qu'après les élections, le Parlement ne soit plus un moteur, mais un frein, voire un bloqueur. Comme l'a souligné à juste titre Mathias Krupa dans l'hebdomadaire Die Zeit, "l'Europe s'est déplacée vers la droite ces dernières années. Les nationalistes et les populistes se sont renforcés dans de nombreux pays". Et il pose la question de savoir si cette tendance pourrait se poursuivre lors des prochaines élections législatives et ainsi mettre en danger la majorité jusqu'ici favorable à l'UE des conservateurs, des sociaux-démocrates et des libéraux, ainsi que des Verts sur certaines questions. Les groupes de droite radicale représentent déjà près d'un quart des députés. Dans neuf États membres, dont quatre des six États fondateurs de la CEE, les sondages actuels placent la droite radicale en première position. Il est à craindre qu'ils sortent renforcés de ces élections. Nikolaus Blume se demande même dans le "Spiegel" si ces élections pourraient être les dernières élections européennes, compte tenu d'un éventuel blocage réciproque des europhiles et des anti-européens.

La situation ne sera pas aussi grave que cela, d'autant plus que les populistes et les nationalistes de la droite radicale ne sont pas d'accord sur de nombreuses questions et sont même souvent en désaccord profond. Mais ce n'est pas une raison pour se reposer sur ses lauriers : lors des prochaines élections, il s'agira de promouvoir les forces démocratiques qui s'engagent en faveur d'une Europe forte, capable de garantir à l'avenir la sécurité, la paix et la prospérité à l'intérieur et une présence forte à l'extérieur, dans un environnement géopolitique en pleine réorganisation. Seule une Union européenne fondée sur des principes démocratiques peut exister à long terme. L'Europe a en effet le choix.

**Dr Rainald Steck**

**Vice-président**

*PS : Des informations de fond sur le Parlement européen sont disponibles entre autres sur [tagesschau.de](http://tagesschau.de) et sur le site Internet du Parlement européen.*